

Le réseau qui fait la fierté du Togo

La Fibre

Voltic

EAU MINÉRALE NATURELLE
NATURAL MINERAL WATER

Ni à gauche ni à droite même pas au centre

N°781



Prix 250 fcfa



Le Libéral

Foire Made in Togo à Sokodé : Le génie local s'expose et séduit P.6



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Jeudi 28 Mai 2026



PRIX À LA POMPE :

Spéculations et abus dans le viseur... le gouvernement met en garde

La SAFER, le bras armé de l'entretien routier au Togo P.2

Exemption de visa au Togo : Le conseil des ministres précise les contours P.4

Togo : Vers une réforme du corps des agents des eaux et forêts P.3

Faux diplômes, fausses signatures... Environ 50 agents radiés de la fonction publique au Togo P.3



La SAFER, le bras armé de l'entretien routier au Togo

Loin d'une logique de progression linéaire, l'entretien des routes nationales au Togo suit une trajectoire faite d'arbitrages et de recalibrage. Les chiffres publiés par le ministère des Travaux publics et des Infrastructures illustrent ces variations.



insuffisamment maintenue.

Ces variations reflètent une approche plus qualitative de la gestion routière. La performance ne se mesure plus uniquement à l'extension du réseau entretenu, mais à l'efficacité des interventions. L'objectif :

optimiser les ressources, prioriser les corridors économiques essentiels et assurer la pérennité des investissements.

Au Togo, les infrastructures routières sont un facteur essentiel de désenclavement des territoires, de fluidification des échanges et de dynamisation économique. La qualité du réseau influence directement le coût du

transport, l'accès aux marchés, la mobilité des populations et la compétitivité globale de l'économie.

À travers ces choix, le pays assume une gestion pragmatique : adapter l'entretien aux réalités du terrain et aux contraintes budgétaires, tout en misant sur l'impact économique des axes stratégiques. ■ ■ ■

FP.

En 2024, 2 320,4 kilomètres de routes nationales ont été entretenus. En 2025, le ministère revendique 1 589 kilomètres traités. Pour 2026, la projection remonte à 1 911,8 kilomètres. Des variations, mais pas de rupture : l'entretien obéit à l'état des infrastructures, aux urgences du terrain et à la disponibilité des

ressources.

Le recul apparent de 2025 s'explique par une concentration des efforts sur des axes prioritaires ou des tronçons nécessitant des interventions plus lourdes, donc moins étendues en kilométrage. À l'inverse, la projection 2026 traduit une volonté de redéploiement et de couverture élargie du réseau.

Acteur clé du secteur, la Société autonome de financement de l'entretien routier, Safer, a enregistré une forte activité. En 2023, ses dépenses d'entretien ont atteint 37,9 milliards de FCFA, en hausse de 8% par rapport à 2022. L'année précédente, 30,46 milliards avaient été mobilisés, avec un taux de réalisation de 92,7%. La Safer intervient sur la maintenance des routes nationales et régionales.

Entretien d'une route ne consiste pas seulement à accroître les linéaires traités. La qualité, la durabilité et la sécurité des axes priment. Un kilomètre correctement entretenu a souvent plus de valeur fonctionnelle qu'une étendue plus vaste mais



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

Faux diplômes, fausses signatures...

Environ 50 agents radiés de la fonction publique au Togo

Le signal est désormais sans équivoque : l'administration togolaise entre dans une ère de rigueur, de contrôle et de responsabilité. Depuis le rattachement du ministère de la Fonction publique à la Présidence du Conseil, l'État assume pleinement une exigence nouvelle ; celle d'une fonction publique fondée sur le mérite et la probité.

Ce choix n'est pas anodin : en plaçant la Fonction publique au plus près du sommet de l'exécutif, le Président du Conseil a fait de sa réforme une affaire d'État, suivie au plus haut niveau. Sous le leadership de Faure Gnassingbé, la Fonction publique est désormais au cœur d'une réforme de fond. Les pratiques longtemps tolérées n'y ont plus leur place.

Fraudes documentaires, fausses signatures, faux avancements, usage de faux diplômes, manipulations de dossiers administratifs : l'État met fin aux zones d'ombre. Là où d'autres se seraient accommodés de l'usage, le Président du Conseil a choisi le courage de la décision. L'arrêté n° 1010/PC/MFPTDS/SG, portant licenciement de plus de cinquante fonctionnaires, constitue à cet égard un acte fondateur.

Pris conformément à l'article 133 de la loi n° 2013-002 du 21 janvier 2013 portant statut général de la fonction publique togolaise, et au regard du décret n° 2015-120/PR du 14 décembre 2015 fixant les modalités communes d'application de ce statut, il s'inscrit dans la stricte légalité.

Ce n'est pas une mesure d'opportunité : c'est l'application rigoureuse du droit. Et c'est, plus encore, un marqueur de leadership.

La décision confirme que l'assainissement de l'administration publique



n'est pas une promesse, mais une priorité assumée et exécutée au sommet de l'État. Sa portée est d'autant plus significative qu'elle ne vise pas seulement de nouveaux agents. Elle atteint également des fonctionnaires en poste depuis plusieurs années ; parfois depuis plus de

vingt ans ; dont les parcours sont entachés d'irrégularités. **Le message est clair** : l'ancienneté ne protège plus la fraude, et le temps ne blanchit pas les dossiers irréguliers. Le statut de fonctionnaire n'est ni un privilège acquis par complaisance, ni une couverture pour des

situations indues.

Depuis l'avènement de la Ve République, le Togo a engagé une trajectoire institutionnelle plus exigeante. Par cet acte, Faure Gnassingbé imprime une méthode et incarne une vision : remettre l'ordre là où l'habitude avait installé la complaisance, protéger les agents honnêtes, restaurer le mérite et réaffirmer que la Fonction publique n'est pas un refuge pour les arrangements administratifs.

C'est la marque d'un chef d'État qui réforme par l'exemple et gouverne par le droit. La fermeté

affichée aujourd'hui répond à une dérive qui, laissée sans réponse, aurait fini par fragiliser durablement l'administration.

En agissant, le Président du Conseil ne sanctionne pas seulement des fautes : il protège l'avenir du service public et l'honneur de ceux qui le servent fidèlement. Le message envoyé est limpide : le temps des arrangements administratifs, des protections occultes et des carrières bâties sur le faux est révolu.

Une nouvelle exigence s'installe, portée au plus haut sommet de l'État. Désormais, l'État veille, le mérite est protégé et le droit s'applique à tous. ■ ■

PF

Togo :

Vers une réforme du corps des agents des eaux et forêts

Le Conseil des ministres s'est penché, mardi 26 mai, sur la modernisation du corps des agents des eaux et forêts. Un projet de décret fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de ce corps stratégique a été examiné en première lecture.

Face à l'accélération du changement climatique, la dégradation des terres, la déforestation, le braconnage et l'exploitation abusive des ressources naturelles, le gouvernement entend muscler son dispositif de protection. L'objectif affiché : renforcer la gestion durable du patrimoine forestier, faunique et halieutique



national.

Le texte présenté vise à restructurer en profondeur le corps des agents des eaux et forêts. Au programme : améliorer l'efficacité opérationnelle, densifier le maillage territorial et accroître les capacités de surveillance et d'intervention. Les missions sont également clarifiées. Elles couvriront désormais la gestion durable des ressources forestières, la protection des aires protégées, les

campagnes de reboisement, le contrôle sur le terrain et la sensibilisation des populations.

L'examen du projet de décret n'est pas terminé. Il se poursuivra lors d'une prochaine

séance du Conseil des ministres avant son adoption définitive. Cette réforme s'inscrit dans la volonté des autorités de doter le pays d'instruments plus robustes pour lutter contre les infractions environnementales et préserver les écosystèmes.

Avec ce chantier, le Togo confirme la place centrale accordée à la protection de l'environnement dans sa politique de développement durable. ■ ■ ■

P. Dadja

Prix à la pompe : Spéculations et abus dans le viseur... le gouvernement met en garde

Coup dur pour le portefeuille des ménages. Les prix des produits pétroliers ont augmenté officiellement ce mardi 27 mai sur toute l'étendue du territoire, en application d'un arrêté interministériel signé le 26 mai par les ministres de l'Économie, des Finances et de l'Énergie.

Les nouveaux prix à la pompe

Le Super sans plomb est passé à 725 FCFA/litre, contre 680 FCFA précédemment, soit +45 FCFA. Le Gasoil est 750 FCFA le litre, contre 695 FCFA, soit une augmentation de plus +55 FCFA. Le Pétrole lampant très utilisé dans les zones rurales est à 1 040 FCFA le litre contre 650 FCFA, soit une flambée de plus 390 FCFA. Mélange 2 temps : 811 FCFA le litre.

Pour les localités éloignées des stations-service, une majoration maximale de 20 FCFA par litre peut être appliquée par les directions régionales du commerce.

Les raisons d'une hausse

Les autorités justifient cette révision par la nécessité d'ajuster les tarifs aux réalités du marché international. Le mécanisme d'ajustement automatique en vigueur au Togo répercute directement les fluctuations des cours mondiaux. Or depuis plusieurs semaines, le baril s'enflamme.

L'escalade de la guerre au Moyen-Orient a fait bondir les cours du brut au-dessus de 110 dollars, avec des tensions sur l'offre, des risques sur le détroit d'Ormuz et une prime de risque géopolitique qui renchérit le fret. Résultat : les pays importateurs comme le Togo subissent de plein fouet la hausse des coûts d'approvisionnement. 3f7212d8

Le pétrole lampant, très utilisé par les ménages vulnérables pour la cuisson et l'éclairage, enregistre la plus forte progression. Une situation qui fait craindre une pression supplémentaire sur le pouvoir d'achat.

Comment contenir la flambée et les abus

Conscient de l'impact social, le gouvernement a encadré strictement la hausse avec plusieurs mesures :

Plafonnement des marges : La marge des détaillants reste fixée à 20 FCFA/litre pour le super, le gasoil et le pétrole lampant.

Transport réglementé : Les frais d'acheminement des carburants vers l'intérieur du pays sont fixés par zone, de 2,49 FCFA/litre pour Lomé à 63,85 FCFA/litre pour Cinkassé, afin d'éviter la spéculation

dans les régions reculées.

Majorations limitées : Au-delà des stations, la hausse ne peut excéder 20 FCFA/litre et reste à la discrétion des directions régionales du commerce et du contrôle de la qualité.

Veille et sanctions : Le Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers est chargé de l'application stricte de l'arrêté. Toute infraction expose aux sanctions prévues par la loi du 28 décembre 1999 sur la concurrence.

Transporteurs, artisans et



ménages redoutent déjà une répercussion en cascade sur les tarifs du transport, le prix des denrées et le coût de la vie. Les autorités réaffirment leur volonté d'adapter le marché national aux réalités économiques internationales tout en préservant la stabilité du

secteur énergétique.

Avec cette révision, le Togo s'ajuste au choc pétrolier mondial tout en tentant de verrouiller les dérives spéculatives. Reste à voir l'efficacité des contrôles sur le terrain dans les prochains jours.■■■

Gnim Gnimca

Exemption de visa au Togo :

Le conseil des ministres précise les contours

Promesse tenue. Le Conseil des ministres a adopté ce mardi 26 mai le décret portant exemption de visa d'entrée au Togo pour les ressortissants des États africains. Annoncée lors de la 3e édition du BIASHARA Africa à Lomé, la mesure devient réalité.

Le texte institue un régime d'exemption de visa pour tout séjour de 30 jours maximum. Il concerne les citoyens africains détenteurs d'un passeport ou d'un titre de voyage reconnu et en cours de validité. Les contrôles aux frontières et les formalités d'immigration restent toutefois maintenus. Les autorités conservent aussi le pouvoir de refuser l'entrée ou de limiter le séjour en cas d'atteinte à l'ordre public, à la sécurité nationale ou à la santé publique. Le gouvernement se réserve enfin la possibilité de suspendre l'exemption envers tout État si les intérêts fondamentaux du pays sont menacés.

La mesure s'aligne sur l'Agenda



2063 de l'Union africaine, le protocole de la CEDEAO sur la libre circulation et la ZLECAf. Lomé veut lever les barrières administratives pour fluidifier les déplacements sur le continent.

En supprimant le visa, le Togo renforce son attractivité comme hub régional d'affaires. Salons, forums économiques et missions commerciales pourront attirer

plus facilement investisseurs, entrepreneurs et délégations africaines.

L'exemption vise aussi à booster le tourisme. Week-ends à Lomé, circuits culturels, événements panafricains : l'accès simplifié doit augmenter les flux de visiteurs et les recettes du secteur.

Le gouvernement réaffirme son engagement pour l'intégration africaine. Après l'organisation du BIASHARA Africa, ce décret est présenté comme un acte concret de la politique d'ouverture portée par Lomé.

Si l'ouverture est large, elle reste encadrée. Le maintien des contrôles et la clause de suspension rappellent que la sécurité et la santé publique priment. Le Togo rejoint ainsi le cercle des pays africains qui misent sur la mobilité pour accélérer les échanges, tout en gardant des garde-fous.

Avec ce décret, Lomé franchit une étape de plus vers son ambition : faire du Togo une porte d'entrée incontournable.■■■

Un décret pour hisser l'Ecole polytechnique de Lomé au niveau des grandes écoles internationale

Le gouvernement togolais acte une réforme majeure de l'enseignement supérieur technique. Réuni en Conseil des ministres ce mardi 26 mai, l'exécutif a examiné le texte portant réorganisation de l'Ecole polytechnique de Lomé, EPL.

L'Ecole polytechnique de Lomé est issue de la fusion de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs, ENSI, et du Centre informatique et de calcul, CIC, de l'Université de Lomé. L'objectif : renforcer le cadre institutionnel de l'établissement et en faire un véritable pôle d'excellence et de référence en matière de formation technique et technologique de haut niveau.

Le projet de décret vise à

hisser l'EPL au niveau des grandes écoles internationales. Pour y parvenir, l'établissement mettra sur des parcours de formation spécialisés, un enseignement fortement orienté vers la pratique en laboratoire et des immersions régulières en milieu professionnel. L'EPL aura pour mission de former des ingénieurs et des techniciens supérieurs dans des secteurs clés :

génie civil, génie électrique, mécanique, informatique, procédés industriels, mines et géologie. Une réponse directe aux besoins croissants du pays en compétences qualifiées pour accompagner son industrialisation.

À travers cette initiative, le gouvernement réaffirme son engagement en faveur du développement du capital humain, de l'innovation et de la



Université de Lomé

ECOLE POLYTECHNIQUE DE LOME (EPL)



transformation structurelle de l'économie nationale. La promotion d'un enseignement supérieur de qualité, tourné vers les besoins de l'industrialisation et du développement, est érigée en priorité.

Le texte examiné en

Conseil des ministres doit encore suivre le circuit d'adoption. Une fois en vigueur, la nouvelle EPL ambitionne de devenir la vitrine de la formation d'ingénieurs au Togo. ■ ■ ■

Kevin E.

Initiative pour la transparence dans les industries extractives
ITIE
TOGO
SECRETARIAT TECHNIQUE
CELLULE INFORMATION ET COMMUNICATION

Les Rayons de la Transparence !

REPUBLIQUE TOGOLAISE



APPEL A CANDIDATURES N° 001/ST/CIC/2026

RENOUVELLEMENT DU COLLEGE DE LA SOCIETE CIVILE DU GROUPE MULTIPARTITE DE L'ITIE-TOGO (CONSEIL NATIONAL DE SUPERVISION ET COMITE DE PILOTAGE) POUR LA PERIODE 2026-2029

AVIS DE PROROGATION N°001/ST/CIC/2026 DE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Le Coordonnateur national de l'ITIE-Togo porte à la connaissance des organisations de la société civile (ONG, associations, Médias) ou réseaux de groupes de la société civile intéressés par l'Appel à candidatures n° 001/ST/CIC/2026 relatif au renouvellement du collège de la société civile du groupe multipartite de l'ITIE au Togo (Conseil national de supervision et Comité de pilotage) pour le mandat 2026-2029, que la date de soumission des candidatures initialement fixée du 26 janvier au 9 février 2026 est à nouveau relancée pour la période du 25 mai au 15 juin 2026 à 17 heures GMT.

Il rappelle que le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Copie du récépissé de déclaration
- Copie des statuts et règlement intérieur
- Identité des membres de la direction de l'organisation et organigramme
- Rapport d'activités des cinq (5) dernières années
- Lettre de motivation, adressée au Coordonnateur national de l'ITIE-Togo, manifestant l'intérêt de l'organisation à accompagner la mise en œuvre de l'ITIE au Togo
- Mémoire d'au plus deux (2) pages.

L'appel à candidatures (<https://itietogo.org/wp-content/uploads/2026/01/Appel-a-Candidature-des-OSC.pdf>) et toutes les informations sur la procédure de renouvellement (<https://itietogo.org/wp-content/uploads/2026/01/ProcEDURE-renouvellement-mandat-GMP-December-2025-version-finale.pdf>) des représentants des parties prenantes au sein des organes de mise en œuvre de l'ITIE au Togo peuvent être consultés sur le site web de l'ITIE-Togo (www.itietogo.org).

Le lieu de dépôt des candidatures demeure le Secrétariat technique de l'ITIE-Togo, sis à Agoè Cavavé, Route de la Cour d'Appel, à 100 m de la CEET, en face de la Gendarmerie
Tél : (+228) 9025 6161/9028 0882.

L'ouverture des dossiers de candidature est prévue pour le mardi 16 juin 2026 à 16 heures au Secrétariat technique de l'ITIE-Togo.

Fait à Lomé, le 19 MAI 2026

Didier Kokou AGBEMADON
Coordonnateur national de l'ITIE-Togo

Foire Made in Togo à Sokodé : Le génie local s'expose et séduit

Le stade municipal de Sokodé a vibré ce mardi au rythme du "consommer local". La Foire Made in Togo Régionale a officiellement ouvert ses portes, portée par le CETEF TOGO 2000 sous l'égide du Ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité.

Artisans, entrepreneurs, transformateurs agroalimentaires et opérateurs économiques ont répondu présents en masse. Autorités administratives et populations se sont mêlées dans une ambiance festive, célébrant les richesses culturelles et économiques de la région Centrale.

La cérémonie d'ouverture a réuni plusieurs personnalités : le Maire Adjoint de Tchaooudjo 1, le

Directeur Régional du Commerce représentant le DG du CETEF TOGO 2000, et le Secrétaire Général de la Préfecture représentant le Préfet. Tous ont salué une initiative qui booste les produits togolais et révèle les talents locaux.

Dans leurs allocutions, les officiels ont martelé un message : soutenir le "Made in Togo", c'est créer des emplois, développer l'économie et valoriser le patrimoine national. La foire devient ainsi bien plus qu'un marché. C'est un accélérateur pour les

entreprises de la région. Textile, artisanat, gastronomie, cosmétiques naturels, agroalimentaire, innovations technologiques : les stands débordent de créativité.

La coupure du ruban et la visite officielle ont permis à la délégation de mesurer la diversité et la qualité des produits. Les visiteurs découvrent des articles 100% togolais, fruits du travail et de l'ingéniosité locale.

La Foire Made in Togo de Sokodé se veut un



carrefour d'échanges. Au-delà des ventes, elle favorise les rencontres B2B, les partenariats et l'accès aux opportunités économiques pour les acteurs de la base. Objectif : ancrer la consommation locale dans les habitudes et

faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs.

À travers cette étape régionale, le CETEF TOGO 2000 confirme sa mission : promouvoir le savoir-faire togolais et rapprocher l'économie des populations. ■ ■ ■

LR



NOTE D'INFORMATION RELATIVE A LA SUSPENSION DE L'UTILISATION DES TIMBRES FISCAUX ELECTRONIQUES A L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

N° 009/2026/OTR/CG/DF/DSI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de l'ensemble des partenaires de l'Office que, pour des raisons techniques affectant le fonctionnement de la plateforme d'achat et de consommation des timbres fiscaux électroniques (e-timbres) accessible via l'adresse suivante : <https://etimbre.otr.tg>, l'utilisation des timbres fiscaux électroniques (e-timbres) pour les formalités administratives est suspendue à compter du 18 mai 2026.

A cet effet, les timbres physiques disponibles dans les points de vente habituels de l'Office seront utilisés pour remplir lesdites formalités.

Le Commissaire Général remercie les contribuables, les usagers et les partenaires pour leur compréhension et invite chacun à se conformer aux nouvelles dispositions en vigueur.

Fait à Lomé, le 13 mai 2026

Le Commissaire Général

Yawa Djigbodi TSEGAN

41, Rue des impôts - 02 B.P. - 20823 Lomé - TOGO
Tel : +228 22 53 14 00
E-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Soyez vigilants, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, il est interdit :

- de s'inscrire via whatsapp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)



8201 POUR TOUTES
INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Culture:

Le Festival du film européen fait escale au Togo du 2 au 13 juin, l'Espagne à l'honneur

Le 7ème art européen revient au Togo pour sa 7^e édition. Du 2 au 13 juin 2026, le Festival du Film Européen s'installe « au cœur des territoires » avec l'Espagne comme pays invité d'honneur. Organisé par Togo Créatif, projet de l'Union européenne mis en œuvre par l'Institut Français du Togo et le Goethe-Institut Togo, l'événement mise sur la décentralisation et la formation des jeunes talents.

Pour la deuxième année consécutive, le festival sort de Lomé et lance sa Caravane du Festival du 2 au 6 juin dans trois régions : Kara, Sokodé et Tsévié. Dans chaque ville, des formations sont réservées aux jeunes créateurs locaux pour renforcer leurs compétences techniques et artistiques, et des projections « Hors les murs » en plein air, gratuites et ouvertes à tous, sont prévues pour créer du lien direct avec les populations. L'objectif affiché est de connecter les territoires et rendre le cinéma accessible au-delà de la capitale. Du 8 au 13 juin, Lomé prendra le relais du festival. Les projections et rencontres se tiendront à l'Institut Français du Togo, au Goethe-Institut, mais aussi dans



plusieurs quartiers populaires de la ville. Le public pourra assister à des soirées de gala réunissant professionnels et partenaires, à des séances dédiées au jeune public pour initier les plus petits au cinéma européen, ainsi qu'à une sélection éclectique de films européens et togolais adaptée à tous les profils de cinéphiles. Temps fort de cette 7ème édition, la 2ème édition du concours Pocket Film TC (OGO CRÉATIF) met le smartphone à l'honneur : des dizaines de jeunes réalisateurs et réalisatrices togolais sont en lice pour réaliser un court-métrage uniquement avec leur téléphone, révélant la créativité locale et le potentiel d'innovation des nouvelles générations. Avec cette programmation, le Festival du Film Européen confirme son ambition : célébrer la diversité culturelle, former la relève et faire du cinéma un outil de dialogue sur l'ensemble du territoire togolais ■■

LR.

Vis l'instant Yas
YasApp
 L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien !

Scanne, télécharge et utilise gratuitement ta YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert !

Recharger Acheter un forfait Passer et gagner

Yas

AKOFA PROD
Pressing

NOS SERVICES

- Traitement professionnel des linges
- Repassage haute qualité
- Traitement anti-tâches
- Express
- Collecte et livraison à domicile

L'excellence au service de l'élégance !

☎ **92 04 12 28 / 97 54 79 29**
 📍 Avédji, 100 m à gauche en quittant le rond-point Limousine pour l'église catholique.



HUMANIS

SALON DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE DE LOMÉ

23 au 27 juin 2026

THÈME :

“ VOTRE SANTÉ, VOTRE RESPONSABILITÉ : PRÉVENIR POUR MIEUX VIVRE ”

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Ministère de l'économie et de la Veille stratégique Ministère délégué, chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité	RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique, de la Couverture Sanitaire Universelle et des Assurances.	RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Ministère de l'Agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire	RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Ministère délégué auprès du Ministère de l'aménagement du Territoire, chargé de l'Eau et de l'assainissement	RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Ministère délégué auprès du Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire, chargé de la jeunesse et des sports

91 80 96 32 / 97 33 30 63



solange.ndafidina@cetef.tg